

L'urgence du respect pour les personnes transgenres

En 2026, en Belgique, des personnes trans continuent d'être discriminées dans l'accès à l'emploi, aux soins ou au logement. Elles subissent moqueries, agressions et parfois rejet familial. Pourtant, le droit à la vie privée et à l'intégrité physique et psychique n'est pas une idéologie: c'est un des droits fondamentaux.

Notre État de droit est fondé sur les principes d'égalité tels que garantis par la Constitution belge et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les besoins et les souhaits des personnes trans ne sauraient être considérés comme des demandes d'exception.

Les avancées réalisées ces dernières années en matière de reconnaissance et de protection des personnes trans font aujourd'hui l'objet d'un retour de bâton préoccupant. Elles sont instrumentalisées dans un combat idéologique plus large, notamment de la part de mouvements anti-genre et anti-trans. Ceux-ci attisent la haine à l'égard des personnes trans en organisant la désinformation auprès du grand public.

Dans une récente étude sur le vécu des personnes trans en Belgique menée par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (1), 70% d'entre elles déclarent percevoir une augmentation des préjugés et de l'intolérance, avec pour conséquence directe une augmentation des violences et discriminations.

L'Institut le constate aussi à travers le nombre croissant de signalements qu'il reçoit: les discours de haine transphobes se libèrent, au nom du débat d'idées ou sous couvert de cynisme. L'identité des personnes trans est réduite à la seule dimension biologique, tandis

qu'une fausse opposition est créée entre les luttes des femmes cisgenres et celles des femmes trans pour affaiblir la lutte féministe et démocratique.

Relayés dans les médias et amplifiés sur les réseaux sociaux, ces discours alimentent des réactions émotionnelles, parfois hostiles, et entretiennent des appels au "bon sens" ou à la "raison" qui entretiennent en fait de fausses croyances vis-à-vis de la diversité de genre. Si ces rhétoriques ne sont pas neuves, elles n'en sont pas moins délétères.

La désinformation comme stratégie

Parmi les mythes récurrents à propos des personnes transgenres figure celui d'une prétendue épidémie de transitions chez les jeunes. Cette affirmation repose sur une étude de 2018 selon laquelle les adolescents et adolescentes développeraient une "dysphorie"

Une société démocratique ne se mesure pas à la manière dont elle traite la majorité, mais à la protection qu'elle offre aux minorités. Les droits ne sont jamais définitivement acquis, et ceci vaut pour tous les groupes vulnérables de la société.

de genre par "contagion sociale". Cette étude a depuis lors été largement discréditée: elle se fondait sur les témoignages de 300 parents opposés à la transition de leur enfant, sans jamais interroger les jeunes trans eux-mêmes. Des recherches plus récentes, menées à grande échelle (2), ont depuis lors invalidé cette étude. Et pourtant, elle continue d'être mobilisée comme une preuve de l'existence d'un "effet de mode trans", illustrant la manière dont certaines idées fausses persistent dans le débat public.

Une autre fiction est régulièrement agitée: celle des "transitions précoces". Cela ne correspond en rien aux pratiques réelles. Aucun acte chirurgical génital n'est réalisé avant 18 ans et les parcours sont strictement encadrés.

Il est également faux d'affirmer que les jeunes seraient "médicalisés dès la première visite" en Belgique. Si des bloqueurs de puberté sont parfois proposés, il s'agit d'un traitement réversible, prescrit

uniquement après une évaluation approfondie, selon des protocoles médicaux validés internationalement. Leur rôle est de suspendre temporairement la puberté pour offrir du temps de réflexion, avec un suivi progressif et individualisé. Chaque jeune est accompagné selon ses besoins, loin des généralisations alarmistes véhiculées dans certaines tribunes.

La question de la détransition est elle aussi souvent instrumentalisée. Si certaines personnes interrompent leur parcours, cela reste rare. Et lorsqu'elles le font, c'est le plus souvent en raison de pressions sociales, familiales ou de discriminations, plutôt que d'une remise en cause de leur identité. La détransition révèle surtout les difficultés à vivre sereinement dans

